

---

## **Rapport sur la visite de pays 2025 du Conseil d'administration du FIDA en République du Pérou**

---

Cote du document: EB 2026/147/R.14

Point de l'ordre du jour: 14

Date: 17 avril 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

### **POUR: INFORMATION**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à prendre note du rapport sur la visite de pays de 2025 en République du Pérou, tel qu'il figure dans le présent document. Le rapport présente les vues exprimées par les représentantes et représentants des États membres qui ont participé à la visite, qui n'engagent ni la direction ni le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA.

---

---

### **Questions techniques:**

#### **Participants à la visite de pays du Conseil d'administration par l'intermédiaire de Nalan Yuksel**

Conseillère  
Représentante permanente adjointe  
du Canada auprès des organismes  
des Nations Unies spécialisés dans les  
questions d'alimentation et d'agriculture à Rome

---

# Rapport sur la visite de pays 2025 du Conseil d'administration du FIDA en République du Pérou

## A. Contexte

1. Pendant près de 20 ans, le Pérou a connu une croissance forte et stable, stimulée par une bonne gestion macroéconomique, une ouverture aux échanges et un essor continu des exportations agricoles. Cette croissance a entraîné une réduction notable de la pauvreté et a hissé le pays au rang d'économie à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, promise à de nouvelles avancées. Toutefois, depuis 2020, une succession de chocs externes et internes – notamment la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les crises alimentaire et énergétique mondiales, des phénomènes météorologiques extrêmes et l'instabilité politique – a annulé une partie de ces progrès. Malgré une reprise économique récente, la pauvreté demeure supérieure à son niveau d'avant la pandémie et la classe moyenne est en perte de vitesse.
2. Ces revers ont mis en lumière des problèmes structurels profonds: écarts de productivité persistants, affaiblissement des institutions publiques et fortes inégalités territoriales. Les populations rurales – en particulier des hauts plateaux et d'Amazonie – ont toujours beaucoup de difficultés à accéder aux services de base, notamment en ce qui concerne l'eau, la connectivité et les transports. Seul un ménage rural sur cinq dispose d'un accès à Internet, et l'accès à des services d'approvisionnement en eau gérés en toute sécurité reste extrêmement limité à l'échelle nationale. Ces disparités trouvent leur origine dans la géographie complexe du Pérou et touchent de manière disproportionnée les producteurs ruraux et les communautés vulnérables.
3. Les systèmes agroalimentaires sont au cœur de l'économie péruvienne et des moyens d'existence ruraux, car ils contribuent largement au produit intérieur brut, aux exportations et à l'emploi. Des filières dynamiques orientées vers l'exportation – soutenues par des investissements publics dans l'irrigation, la logistique, la qualité de la réglementation (notamment le Service national de santé agraire) et la facilitation du commerce – ont transformé l'agriculture côtière et fait croître les recettes d'exportation nationales.
4. Ce succès ne doit toutefois pas masquer les profondes inégalités et vulnérabilités qui touchent le secteur. Bien que le Pérou soit un exportateur net de produits alimentaires, l'insécurité alimentaire s'aggrave: plus de la moitié de la population a souffert d'insécurité alimentaire modérée ou grave ces dernières années, tandis que la malnutrition infantile chronique persiste dans les zones rurales. La faible productivité, en particulier dans les systèmes de subsistance des Andes et de l'Amazonie, tient à l'accès limité aux services de vulgarisation, aux technologies, aux financements et aux marchés. À cela s'ajoutent les risques climatiques et les phénomènes météorologiques extrêmes, qui menacent les moyens d'existence ruraux et amenuisent les rendements de la plupart des cultures.
5. Afin de remédier à ces problèmes, le Pérou s'emploie à moderniser l'architecture de ses systèmes d'information agricole, à renforcer les dispositifs de vulgarisation et d'innovation, et à investir dans les filières inclusives et climato-résilientes qui profitent aux petits producteurs. De tels investissements permettront aux petits exploitants, en particulier aux femmes et aux jeunes, d'accéder aux marchés et aux services financiers, d'accroître leur productivité et de renforcer leur résilience aux chocs.
6. Le FIDA intervient au Pérou depuis 1980. Son action s'est appuyée sur trois programmes d'options stratégiques successifs pour le pays (COSOP). Dans le cadre de l'évaluation de la stratégie et du programme de pays de 2018, qui couvrait la période 2002-2016, les auteurs ont conclu que le portefeuille avait produit des

effets remarquables en matière de réduction de la pauvreté, de constitution d'actifs et d'autonomisation des participants aux projets. Ils ont recommandé d'affiner le ciblage, de mettre à nouveau l'accent sur les territoires, d'intégrer les changements climatiques parmi les piliers stratégiques et d'adopter une approche plus programmatique des COSOP. Ils ont également souligné qu'il fallait renforcer la coordination avec les partenaires stratégiques, consolider la concertation sur les politiques et les alliances, et transposer à plus grande échelle les innovations prometteuses afin d'éclairer les politiques nationales de développement rural.

7. Le COSOP en cours (2019-2026) intègre ces recommandations et marque une inflexion stratégique notable par rapport au cadre précédent. L'extension de la couverture géographique à la haute Amazonie et aux zones rurales pauvres et isolées a permis d'inclure officiellement les peuples autochtones des Andes et de l'Amazonie, les communautés d'ascendance africaine et les femmes et les jeunes ruraux parmi les groupes prioritaires, leur présence étant ainsi explicitement mise en évidence dans le portefeuille. La stratégie a mis davantage l'accent sur les systèmes alimentaires durables, en tenant tout particulièrement compte de la nutrition et de la sécurité alimentaire, et a inscrit les changements climatiques et la résilience environnementale au rang des priorités transversales.
8. Le portefeuille de prêts pour 2017-2025 comprend quatre projets. Deux ont été approuvés dans le cadre du COSOP 2009-2016, à savoir le Projet de renforcement du développement local dans les hauts plateaux et les forêts humides d'altitude (PSSA) et le Projet d'amélioration des services publics pour le développement territorial durable dans les zones d'influence des fleuves Apurímac, Ene et Mantaro (projet de développement territorial durable) (PDTs). Le troisième et le quatrième ont été approuvés dans le cadre du COSOP 2019-2026: le Projet d'amélioration et d'extension des services publics pour le développement de la production locale dans les hauts plateaux et les forêts humides du Pérou (Avanzar Rural) et le Projet d'amélioration des services de mise en marché des produits agricoles (MERCAGRO). Le montant total approuvé pour ces projets s'élève à 223,6 millions d'USD, dont 46% sont financés par le FIDA, 46% par le Gouvernement et 8% par les participants aux projets.
9. S'agissant des opérations hors prêts, le Pérou a participé très activement à plusieurs dons multipays financés par le FIDA. Ces dons ont favorisé les échanges d'expériences, de meilleures pratiques et d'enseignements en matière de développement rural inclusif, dans le cadre d'initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire visant principalement la région Amérique latine et Caraïbes.

## **B. Déroulement de la visite**

10. Dans le cadre du programme de visites de pays annuelles du FIDA, une délégation du Conseil d'administration composée de représentants du Cameroun, du Canada, de la Chine, de la France, de la République bolivarienne du Venezuela, du Royaume des Pays-Bas et de la Suisse s'est rendue en République du Pérou du 8 au 15 novembre 2025, sous la houlette du porte-parole Yaya O. Olaniran, Représentant permanent de la République fédérale du Nigéria auprès des organismes des Nations Unies spécialisés dans les questions d'alimentation et d'agriculture à Rome. Les membres du Conseil d'administration étaient accompagnés du Vice-Président adjoint responsable du Département des opérations de pays (Donal Brown), de la Directrice régionale de la Division Amérique latine et Caraïbes (Rocío Janet Medina Bolivar), du directeur de pays (Juan Diego Ruiz Cumplido), du coordonnateur de programme de pays (Kenyi Cansino), de l'analyste des opérations de pays (Rosa Zamora), des assistantes de programme (Perla Sanchez et Rocío Chirinos), de l'assistante administrative (Rosa Silva), de l'assistant et commis administratif (Germán Rondón), du Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (Indran Naidoo), de la Secrétaire du FIDA (Claudia ten Have) et de l'assistante chargée des services de conférence et d'interprétation (Flavia Antonelli).

11. Les principaux objectifs de la mission étaient triples:
  - i) visiter des sites où des interventions sont cofinancées par le FIDA et le Gouvernement péruvien, afin de mieux faire connaître au Conseil d'administration les activités menées sur le terrain et de donner à ses représentants l'occasion de rencontrer les participants aux projets, les responsables publics et d'autres partenaires;
  - ii) promouvoir le dialogue avec les autorités publiques, tant au niveau central que local, notamment en ce qui concerne le rôle du FIDA au Pérou;
  - iii) acquérir des connaissances sur les investissements du FIDA qui pourraient être utiles à d'autres pays – dans des domaines tels que le secteur des semences, les questions de genre dans l'agriculture, l'élevage, la mécanisation, les coupons permettant d'obtenir des intrants, le financement et la vulgarisation agricoles au service du développement rural.

### **C. Aperçu de la visite sur le terrain**

12. Durant la première partie de la visite, après une réunion avec des représentants gouvernementaux à Lima, la délégation s'est rendue dans la région de San Martín, une des cinq zones cibles du projet Avanzar Rural (investissement total: 24 millions d'USD; période d'exécution: 2020-2025). Ce projet est axé sur le développement de la compétitivité et de la résilience des petits producteurs agricoles dans les régions des Andes (Sierra) et de la forêt (Selva), au moyen du renforcement des filières du café, du cacao, du cobaye, du lait et de certains autres produits. Les participants ont notamment pu observer des initiatives (à différents stades d'avancement) portées par des communautés autochtones dans le cadre du projet, visiter des coopératives de café et de cacao, participer à des foires de petits producteurs, échanger avec des responsables de l'administration locale et des représentants d'organisations impliquées dans le projet, prendre part à une dégustation de café et assister à une manifestation finale sur la place principale de Shanao.
13. Durant la seconde partie de la visite, de retour à Lima, la délégation s'est rendue à l'Université d'ingénierie et de technologie (UTEC) afin d'en savoir plus sur la deuxième phase du projet Innovatech et sur les activités menées avec UTEC Ventures (l'incubateur). Les trois start-up péruviennes impliquées dans le projet Innovatech – Women United for Food and Environmental Security (MUSA), NOS Finance et Quenco – interviennent dans les domaines de l'assistance technique, de l'accès aux marchés et de l'inclusion financière au profit des organisations de petits producteurs agricoles en lien avec le projet Avanzar Rural. La délégation a également visité le Centre international de la pomme de terre (CIP) afin de mieux connaître les travaux qu'il mène avec le FIDA en matière de diversité agricole et de patrimoine culturel au Pérou.
14. À la fin de la visite, la délégation a tenu une réunion de haut niveau avec des représentants du Ministère des finances, du Ministère de l'agriculture et du Ministère des affaires étrangères dans les locaux principaux du Ministère des finances, avant de se rendre au Palais Torre Tagle (siège du Ministère des affaires étrangères). Elle s'est ensuite entretenue avec la Coordinatrice résidente des Nations Unies; des représentants d'autres organismes ayant leur siège à Rome (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Programme alimentaire mondial); des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement, du CIP, de la Banque interaméricaine de développement, de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture et de la Banque mondiale; et des délégués des ambassades de l'Allemagne, du Canada, de l'Espagne, du Nigéria et de la Suisse à la Maison des Nations Unies.

## D. Observations sur la programmation et l'exécution

15. Durant les visites sur le terrain, la délégation a pu se faire une idée précise de l'ampleur et de la portée des opérations soutenues par le FIDA au Pérou, en particulier des progrès réalisés pour ce qui est d'améliorer les systèmes agroalimentaires locaux, de renforcer les capacités des communautés et d'améliorer de manière concrète la durabilité environnementale, l'inclusion sociale et la sécurité alimentaire. La clé de ces avancées semble résider dans l'autonomisation des communautés, rendue possible par la consolidation des structures organisationnelles et de la gouvernance participative. Les institutions locales et les groupes de producteurs ont décrit comment ils avaient adopté des pratiques de gestion collective qui favorisaient la cohésion sociale et une prise de décision inclusive, créant ainsi les bases d'un développement rural durable. Les membres de la délégation ont rencontré des responsables et des membres du personnel de projet très motivés et ont observé un engagement fort de la part des autorités locales et des participants au projet, dont beaucoup ont exprimé leur fierté à l'égard de leurs réalisations. Les petites et moyennes entreprises étaient bien établies et le projet Avanzar Rural a été présenté comme fonctionnant en partenariat étroit avec les communautés, les autorités locales, les organisations non gouvernementales et les donateurs bilatéraux.
16. Une particularité mise en évidence durant les visites réside dans l'accent mis sur les pratiques agroécologiques pour promouvoir la conservation et la résilience des écosystèmes. Les participants au projet ont montré comment ils produisaient des intrants biologiques et des répulsifs naturels pour protéger la biodiversité et mettaient en place des systèmes de compostage destinés à la production d'engrais organiques. Ces activités ont été décrites comme combinant recherche scientifique et savoirs ancestraux, et passaient par des partenariats avec les communautés autochtones et des institutions telles que l'Institut de recherche sur la durabilité en Amazonie et le CIP. Cette coproduction de connaissances a été présentée comme renforçant la gestion territoriale et la conservation de l'agrobiodiversité, tout en consolidant le rôle des peuples autochtones en tant que gardiens du patrimoine naturel et des pratiques traditionnelles.
17. La direction a constaté que le leadership des femmes était un élément important dans bon nombre d'initiatives observées, de nombreuses activités étant dirigées par des femmes ou conçues pour promouvoir l'égalité des sexes. Il a été souligné que ces initiatives avaient contribué à renforcer l'autonomisation économique des femmes et leur rôle au sein des communautés, tandis que les peuples autochtones ont fait état de meilleures capacités à produire des aliments et des plantes médicinales, sans renoncer à préserver les traditions orales ni à protéger la biodiversité. Les groupes de participants au projet ont montré qu'ils s'étaient diversifiés et qu'ils avaient amélioré la production locale en privilégiant des cultures autochtones à fort potentiel. Les producteurs ont fait savoir à la délégation que les produits dérivés du cacao de grande qualité les rendaient plus compétitifs sur le marché. La collaboration constante avec des instituts de recherche favorisait la conservation des ressources phytogénétiques.
18. La délégation a pris bonne note du rôle de l'innovation et de l'adoption de technologies. L'introduction de machines agricoles et de technologies de transformation a été présentée par les participants comme un gain d'efficacité des processus et de qualité des produits. Il a souvent été question de la reconnaissance accordée par les autorités locales, les institutions académiques et les organisations communautaires, ce qui témoigne de la présence soutenue du FIDA sur le terrain et de sa capacité à assurer une coordination efficace.
19. Malgré ces réalisations notables, la délégation a également pris connaissance de plusieurs défis subsistants. Par exemple, les retombées financières et les modèles de durabilité n'étaient pas toujours clairement exposés et la répartition des avantages entre les groupes ciblés par le projet pourrait être analysée plus avant.

La prépondérance des filières de culture commerciale a également alimenté des échanges sur les effets potentiels en matière de sécurité alimentaire. Les contraintes opérationnelles et le renouvellement du personnel des autorités locales ont été cités parmi les facteurs qui auraient affecté la mise en œuvre, ce qui mettait en lumière la nécessité d'adopter des stratégies adaptables et d'assurer une présence constante dans le pays.

20. Il a été dit qu'il serait utile d'expliquer clairement en quoi le FIDA apporte des contributions spécifiques par rapport aux partenaires nationaux pour mieux faire ressortir sa valeur ajoutée. Dans le même ordre d'idées, une analyse plus poussée du rôle de la formation et du renforcement des institutions pourrait fournir des enseignements utiles en matière de transposition et de reproduction à plus grande échelle. L'évaluation en cours du COSOP 2019-2026 menée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, qui couvre notamment Avanzar Rural, devrait apporter des éclairages sur ces questions. Il faudrait que le suivi-évaluation traite du ciblage, du rapport coûts-avantages (y compris la validation des avantages non financiers), de la reproduction, de la transposition à plus grande échelle et de la pérennisation des résultats. En outre, pour orienter les futurs programmes, il importait de comprendre les problèmes opérationnels, leurs modalités de gestion et la contribution de la présence du FIDA dans le pays à leur résolution. Compte tenu de l'importance centrale de la cohésion sociale et du renforcement des institutions dans les expériences communiquées durant les visites sur le terrain, l'évaluation devrait également cerner les pratiques de formation organisationnelle qui se sont révélées les plus efficaces et les plus appréciées par les communautés.

## **E. Capacités du FIDA en matière de participation à l'élaboration des politiques**

21. La délégation a constaté que les institutions publiques citaient fréquemment le FIDA comme élément moteur du développement économique et social en milieu rural. Les autorités, en particulier au niveau local, se sont montrées fermement déterminées à promouvoir des initiatives productives et à soutenir les processus liés à l'innovation, au renforcement organisationnel et à la transposition à plus grande échelle. La contribution à l'élaboration des politiques au niveau national reste toutefois une course d'obstacles, car les changements politiques sont fréquents et peuvent interrompre la continuité et la planification à long terme. La délégation a estimé que la participation de hauts responsables – tels que la Vice-Ministre du développement de l'agriculture et de l'irrigation, Carmen Vegas – aux visites de terrain témoignait du vif intérêt des autorités publiques. La délégation a toutefois noté qu'il était utile de comprendre si lesdits changements avaient eu une incidence sur l'exécution des programmes et quelles mesures d'atténuation avaient été prises pour assurer la stabilité.
22. Malgré ces défis, le FIDA a réussi à négocier avec les autorités péruviennes l'approbation finale du projet MERCAGRO, une nouvelle opération appuyée par le Fonds et axée sur l'accès des petits exploitants aux marchés, les participants y voyant l'expression de la relation de confiance et de la bonne entente entre le FIDA et les partenaires gouvernementaux. Afin de mieux cerner la valeur ajoutée du Fonds dans la concertation sur les politiques, il serait utile de préciser les contributions respectives du FIDA et du Ministère du développement de l'agriculture et de l'irrigation dans les choix relatifs à la conception des programmes et les décisions stratégiques.
23. La délégation a reçu l'impression que le FIDA était en phase avec le travail des organismes ayant leur siège à Rome, de la Banque mondiale et des principaux donateurs bilatéraux au Pérou. Toutefois, la coopération avec plusieurs partenaires a été décrite comme informelle et ponctuelle plutôt que structurée de manière systématique. Le renforcement de ces partenariats au moyen de mécanismes de coordination institutionnalisés était une façon de veiller à la complémentarité, de

favoriser le partage des connaissances et de maximiser les synergies entre les programmes.

## **F. Recommandations et conclusions**

24. Sur la base des impressions partagées entre membres, la délégation souhaite porter les recommandations suivantes à la connaissance de l'État péruvien et du FIDA.
25. Dans le cadre des futurs programmes, il y aurait lieu de mettre plus en avant les avantages non financiers de la concertation sur les politiques, en soulignant les acquis sociaux et institutionnels qui sous-tendent la durabilité à long terme. Il est essentiel de renforcer les capacités institutionnelles pour rendre l'environnement plus favorable et réduire les risques liés à l'investissement. Parallèlement, la délégation a noté des occasions de tirer parti de la motivation des responsables politiques locaux et des responsables de projet, en identifiant et en soutenant des « champions » au sein des institutions et des équipes de projet. Cette mesure contribuerait à préserver la qualité de l'exécution et la participation des communautés.
26. La délégation estime qu'il conviendrait d'impliquer les participants aux projets dans l'ensemble des filières dès le départ, en veillant à ce que la conception des programmes intègre les priorités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition – un domaine dans lequel le FIDA a un rôle bien à lui. La généralisation de l'assistance technique en matière de mécanisation et de technologies automatisées pourrait encore améliorer la productivité et la qualité des produits. En parallèle, le renforcement des capacités administratives et de gestion d'entreprise peut accélérer l'essor de filières inclusives et durables. Le maintien et l'élargissement du suivi technique ont souvent été mis en avant dans les conversations avec les participants comme un moyen de regrouper les processus productifs et il conviendrait par ailleurs d'étendre la couverture des programmes à d'autres régions vulnérables en vue de reproduire et de transposer à plus grande échelle les expériences concluantes.
27. Afin de renforcer la prise de décision fondée sur des données probantes, les systèmes de suivi pourraient intégrer des indicateurs sur la consommation des ménages, qui mesureraient la contribution de la production familiale à la sécurité alimentaire et à la réduction des dépenses d'alimentation des foyers. La documentation et la diffusion des stratégies et des résultats des programmes à l'échelle nationale et internationale favoriseront les échanges de connaissances et la coopération, consolidant ainsi le rôle du FIDA en tant que chef de file éclairé du développement rural.
28. Enfin, le FIDA devrait approfondir ses partenariats et sa contribution à l'élaboration des politiques en institutionnalisant la coordination avec les autres donateurs et organismes des Nations Unies, dans un souci de complémentarité et de maximisation des avantages comparatifs. Le FIDA dispose de marges de manœuvre pour articuler ses travaux avec le plan d'action de la Banque mondiale en faveur des exploitations familiales et pour promouvoir la coopération Sud-Sud et triangulaire avec d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes, notamment par le partage d'expériences pratiques telles que le respect des normes de sécurité sanitaire des aliments applicables aux repas scolaires. Le renforcement du plaidoyer conjoint avec les acteurs des Nations Unies et les donateurs bilatéraux contribuera à intensifier la concertation sur les politiques et à créer des synergies, en particulier dans les secteurs où plusieurs partenaires investissent dans des filières similaires.

## **G. Remerciements**

29. Les membres du Conseil d'administration du FIDA ayant participé à cette visite tiennent à adresser leurs sincères remerciements au Gouvernement péruvien. Les membres de la délégation ont par ailleurs été ravis de pouvoir échanger avec les

parties prenantes sur le terrain – communautés, groupes et acteurs locaux – et ont été impressionnés par leur engagement.

30. La délégation tient également à remercier sincèrement l'ensemble du personnel du FIDA qui a travaillé d'arrache-pied pour préparer cette visite et en faire un succès.
31. Enfin, la délégation remercie la Coordinatrice résidente des Nations Unies, le personnel des Nations Unies et les partenaires de développement à Lima d'avoir donné leur point de vue sur la collaboration avec le FIDA et les activités dans ce secteur.